

L'Irak quatre ans après: bilan et perspectives

Par Nicolas MARTIN-LALANDE, chercheur à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques



Début décembre 2006, l'*Iraq Study Group* introduisait son rapport par l'évaluation suivante: "La situation en Irak est critique et se détériore". Début avril 2007, la situation en Irak reste critique. Les coûts – humain, matériel et moral – de l'intervention augmentent. Ses gains attendus diminuent. À l'aube de la cinquième année de l'intervention militaire américaine, la situation recèle toutefois quelques dynamiques positives. S'il est prématuré d'évoquer un "printemps irakien", les perspectives de succès relatifs existent. Le bilan nuancé des situations militaire, sécuritaire, politique, diplomatique, sociale et économique autorise même un optimisme prudent.

La situation reste critique

Certes, la situation reste critique – aux plans militaire et sécuritaire, politique et diplomatique, social et économique.

Plan militaire et sécuritaire

D'abord au plan militaire et sécuritaire. Certains acteurs internes et externes perçoivent toujours un intérêt à la continuation des violences, notamment en tant qu'elles sont sources de légitimité et/ou de revenus matériels. L'environnement de sécurité reste complexe, dynamique et fluide. Les violences sont multiples: insurrectionnelle dans les gouvernorats d'al-Anbâr, de Diyâlâ et Salah ad Dîn ainsi que le "grand Bagdâd"; inter-communautaire dans Bagdâd et sa ceinture, la province de Diyâlâ de même que les villes de Kirkoûk et Mossoul; intra-communautaire dans la ville de Bassora; inter-tribale dans la province d'al-Anbâr; criminelle sur l'ensemble du territoire; et intra-régionale. Il n'existe pas *une* mais *des* violences. Par conséquent, il devrait être mis en œuvre non pas *une* mais *des* stratégies de maîtrise de la violence en considération de sa nature. La figure d'une mosaïque des violences reflète bien la multiplicité des intérêts en compétition pour le contrôle ou l'influence du pouvoir politique. L'Irak se trouve en fait au carrefour de deux types d'agendas: internes (l'insurrection compliquée d'une dynamique de guerre civile partisane mâtinée d'identitaire – le tout se greffant sur le fonds des violences inter-tribales et criminelles) et régional (le renouveau de l'expansionnisme chiite révolutionnaire et les stratégies de contre-influence qu'il suscite). La nature des violences irakiennes reste essentiellement endogène. C'est pourquoi les dynamiques irakiennes impactent davantage les dynamiques régionales que l'inverse. Rétrospectivement, le dynamitage du mausolée chiite de Sâmarrâ le 22 février 2006 peut être considéré comme un tournant des violences en Irak. Selon un effet cliquet, l'évènement a enclenché une dynamique de conflit civil inter-communautaire irréversible en altérant définitivement la psychologie de la majorité arabe chiite. Celle-ci a depuis cessé d'écouter l'appel à l'exercice d'une retenue lancé par ses leaders religieux modérés – notamment le grand ayatollah Ali al-Sistani –, elle a basculé dans les repréailles anti-sunnites à la recherche d'un "équilibre de la terreur" (Vali Nasr) et elle s'est tournée vers les milices pour assurer sa sécurité. L'Irak est le champ de bataille par procuration où se dénoue l'écheveau complexe des dynamiques conflictuelles régionales. Il s'agit en général de la lutte armée que les acteurs régionaux se livrent *via* délégués interposés pour maximiser leurs intérêts dans la dynamique de guerre civile irakienne. Il s'agit en particulier du conflit intra-islamique *via* délégués chiites et sunnites interposés, dont les mandants respectifs sont les deux piliers du Golfe arabo-persique (l'Arabie saoudite et l'Iran), pour maximiser leurs intérêts dans une dynamique de guerre civile identitaire perçue comme le symbole des luttes ethniques et confessionnelles.

Les pertes humaines depuis 2003 s'élèvent environ à 65 000 civils irakiens (dont 35 000 en 2006), 6 500 forces de sécurité irakiennes et 3 300 militaires américains (et 33 000 blessés). La situation se détériore dans la province de Diyâlâ (notamment à Ba'qubah), au Kurdistan d'Irak (en particulier à Kirkoûk où la majorité

kurde viole les droits des minorités arabes et turkmènes) et dans la ville de Bassora où s'intensifient les rivalités liées à la compétition pour le pouvoir politique entre l'Organisation du martyr Sadr et le Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak. Les groupes insurrectionnels arabes sunnites se re-déplient dans les interstices du dispositif coalisé en translatant de la capitale vers les provinces. L'augmentation du nombre des réfugiés et des personnes intérieurement déplacées provoque la plus grave crise humanitaire régionale depuis l'exode palestinien de 1948. Le départ d'Irak des classes moyennes est synonyme de fuite des cerveaux. La pétro-criminalité (le siphonage puis la contrebande du pétrole) gangrène le sud.

Paradoxalement, en luttant contre les milices souvent seules prestataires de sécurité civile, les troupes américaines vulnérabilisent les communautés mêmes qu'elles ont pour objectif de sécuriser et encouragent par-là les violences inter-communautaires. Les insurgés adaptent leurs tactiques. Ils lancent en janvier une campagne d'opérations anti-hélicoptères. Ils emploient depuis février des armes chimiques (bombes au chlore). Ils ciblent depuis mars des personnalités à très haute valeur ajoutée. Un tir de mortier contre la Zone verte interrompt la conférence de presse du premier ministre Nouri al-Maliki et du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon le 22 mars; un attentat suicide près du ministère irakien des Affaires étrangères blesse le premier ministre adjoint arabe sunnite Salam Zikam Ali al-Zubaie le 23 mars. Les violences revêtent de plus en plus la forme d'une guerre des milices. Certains analystes évoquent une "libanisation" voire une "somalisation" de l'environnement de sécurité.

Plan politique et diplomatique

Ensuite au plan politique et diplomatique. L'opinion publique américaine est désenchantée – surtout depuis la mauvaise gestion de l'après-Katrina. Le Congrès démocrate s'oppose activement à la conduite présidentielle de la guerre depuis janvier et l'ouverture de la session parlementaire. L'Irak devient le champ de bataille où les pouvoirs constitués américains s'affrontent dans le cadre de la compétition politique. Dans cette "guerre à propos de la guerre", Président et Congrès perçoivent un jeu à somme nulle: le legs du premier en dépend; la légitimité du second en résulte.

L'absence de mesures de confiance régionales enracine la perception que les soutiens du voisin dissimulent autant de stratégies d'influence et dissuade de coopérer. Les troupes de 19 nations ont quitté la Force multinationale-Irak: Nicaragua, Espagne, République dominicaine, Honduras, Philippines, Thaïlande, Nouvelle-Zélande et Tonga en 2004; Portugal, Pays-Bas, Hongrie, Singapour, Norvège et Ukraine en 2005; Japon et Italie en 2006; Slovaquie en 2007; Danemark et Pologne bientôt cette année. Les Britanniques ont annoncé le retrait graduel conditionnel de leurs troupes d'ici fin 08.

L'opinion publique irakienne est désillusionnée. Les sondés estiment environ à 50% que la situation générale est pire qu'en 2003, considèrent à plus de 70% qu'ils ne sont pas en sécurité, s'opposent à plus de 75% à la présence des troupes américaines et approuvent à la majorité absolue les attaques contre ces dernières (l'approbation dépasse 90% au sein de la minorité arabe sunnite). De nombreux éléments font encore obstacle au processus de réconciliation nationale: la méfiance entre communautés ethniques et confessionnelles; le refus de la communauté arabe sunnite d'accepter son statut de minorité non-gouvernante (Vali Nasr évoque une "minorité avec une mentalité de majorité"); l'absence de dirigeant charismatique fédérateur; l'irréductibilité et le séparatisme ethniques kurdes; la mauvaise gouvernance, qu'il s'agisse de corruption, de patrimonialisme ou de clientélisme; et le manque de fiabilité des forces de sécurité irakiennes, tout particulièrement la police nationale. Le cabinet al-Maliki souffre de déficits multiples. Il manque d'expérience, d'ancrage électoral et de collégialité. Il conserve une culture d'opposition. Il dépend pour sa survie politique des forces favorables aux milices arabes chiites – et se trouve naturellement de collusion avec certaines d'entre elles. La minorité arabe sunnite maintient ses demandes politiques concernant l'organisation de l'État (pour un fédéralisme administratif et non ethno-confessionnel), la réforme de la débaasification ("re-baasification"), la répartition des ressources naturelles (favorable à une péréquation suivant le pré-découpage des circonscriptions administratives) et l'identité nationale irakienne (préservation du drapeau, de l'emblème et de l'hymne national). Les principaux groupes insurrectionnels posent toujours des pré-conditions aux négociations: un engagement crédible pour le retrait complet de la Force multinationale-Irak, la reconnaissance formelle de la résistance irakienne, la libération de tous les prisonniers et l'amorce d'un nouveau processus politique après la tenue d'élections générales. La fixation de l'étendue de l'amnistie est problématique: faut-il amnistier les combattants responsables de la mort de membres des forces de sécurité irakiennes ou des troupes américaines? La démocratisation s'avère synonyme de

communautarisation du système partisan. Elle cristallise puis institutionnalise le conflit plutôt qu'elle ne l'intègre. Le fonctionnement des services publics est subséquemment communautarisé. La détermination du statut de la ville de Kirkoûk prévue par l'article 140 de la Constitution est lourde de virtualités déstabilisatrices. Les nationalistes kurdes estiment que la "Jérusalem kurde" a vocation à devenir la capitale du Gouvernement régional du Kurdistan. L'influence modératrice du grand ayatollah Ali al-Sistani s'érode. Le projet de loi sur les hydrocarbures est critiqué: il privilégie la sécurité financière des compagnies d'exploitation étrangères à la souveraineté nationale irakienne.

Plan socio-économique

Enfin au plan socio-économique. L'économie dysfonctionne. Parmi les principaux indicateurs, le revenu mensuel médian est bas, l'inflation atteint 50% en 2006, le sous-emploi est généralisé, le chômage concerne 30 à 60% de la population active et la pauvreté touche plus de 30% de la population. Ni la production pétrolière ni la production électrique n'atteint son niveau d'avant-guerre. Le coût monétaire de l'intervention militaire augmente de façon exponentielle: l'intervention coûte environ 10 milliards de dollars par mois; elle a déjà coûté environ 410 milliards de dollars depuis 2003.

La situation recèle quelques dynamiques positives

La situation recèle toutefois quelques dynamiques positives.

Plan militaire et sécuritaire

D'abord au plan militaire et sécuritaire. La structure sociale tribale irakienne continue de s'opposer au glissement vers une guerre civile inter-confessionnelle totale puisque les principales tribus d'Irak (Jubouri, Shammar, Tamimi, etc.) mélangent Chiïtes et Sunnites. Le président Bush s'est engagé dans son discours à la nation du 10 janvier à augmenter graduellement le nombre des troupes américaines en Irak de sept unités de combat. Le nouveau commandant des troupes américaines sur le théâtre, le général David Petraeus, est à la fois un praticien et un théoricien de la doctrine contre-insurrectionnelle. La situation s'améliore dans la capitale et dans le gouvernorat d'al-Anbâr depuis février et le lancement du Plan de sécurité de Bagdad. Les violences inter-confessionnelles – jaugées à l'aune du nombre des exécutions extra-judiciaires – diminuent. Le processus d'homogénéisation ethno-confessionnelle (ou "nettoyage ethnique") ralentit. Le gouvernement irakien cesse d'interférer politiquement dans la conduite des opérations militaires américaines. Moqtada al-Sadr prolonge sa retraite clandestine et purge sa milice – confirmant si besoin était l'essence de celle-ci: un groupe d'auto-défense civile.

L'Armée du Mahdi connaît du reste un processus de fragmentation. Plusieurs tribus de la province d'al-Anbâr s'opposent par les armes aux insurgés djihadistes. Certains groupes insurrectionnels d'origine irakienne généralement nationalistes et modérés s'opposent eux aussi par les armes aux insurgés d'origine étrangère souvent djihadistes et extrémistes.

Plan politique et diplomatique

Ensuite au plan politique et diplomatique. Le président Bush s'est engagé dans son discours du 10 janvier à pressuriser et responsabiliser le gouvernement irakien en conditionnant le maintien des troupes américaines en Irak au franchissement d'étapes sur la voie de la réconciliation nationale – autant d'ultimatums. Le président Bush a remanié l'équipe chargée de la politique irakienne en révoquant les critiques d'une escalade militaire: le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, le commandant du CENTCOM John Abizaid et le commandant des forces américaines en Irak George Casey. Avec Robert Gates à la Défense, la nouvelle équipe de politique étrangère infléchit sa posture diplomatique dans un sens réaliste pragmatique. Elle privilégie dorénavant l'engagement et les réalisations concrètes.

La conférence internationale sur la stabilisation de l'Irak organisée au niveau ambassadorial à Bagdad le 10 mars augure une transition de la gestion du chaos à la coopération, si timide soit-elle. Une seconde conférence internationale – d'autant plus prometteuse qu'elle sera cette fois de niveau ministériel (Affaires étrangères) – est prévue à Istanbul en avril. La Force multinationale-Irak compte encore 23 nations contributrices de troupes début 2007.

Le gouvernement irakien s'est engagé à respecter un calendrier des étapes à franchir sur la voie de la réconciliation nationale. Le volet réconciliation prévoit le vote des lois sur les hydrocarbures, la débaasification, le démantèlement des milices, l'amnistie et les élections provinciales au plus tard en juin. Le volet sécurité prévoit le contrôle irakien de l'armée nationale et de la sécurité des provinces au plus tard en septembre. Le premier ministre al-Maliki s'est engagé à rétablir le fonctionnement régulier des services publics du gouvernorat d'al-Anbâr au cours d'un déplacement symbolique début mars dans la province insurrectionnelle arabe sunnite. Les initiatives de reconfiguration des rapports de force politiques se multiplient afin de revitaliser le processus de réconciliation nationale. Elles visent à purger le cabinet de ses radicaux et à le recentrer sur les modérés de chaque communauté. Une coalition pan-communautaire modérée (le Front national irakien) a déjà été créée le 6 mars. Le projet de loi sur les hydrocarbures adopté par le gouvernement en février est en cours d'examen au Conseil des représentants. Des pourparlers secrets ont été entamés en Irak et à l'étranger avec certains groupes insurrectionnels. Le 20 mars, le vice-président arabe sunnite Tariq al-Hashemi offre encore de négocier à certaines factions qu'il qualifie de "partie des communautés irakiennes". Le 26 mars, l'ambassadeur américain en Irak Zalmay Khalilzad évoque dans son discours d'adieu les "insurgés réconciliables" avec lesquels il a déjà négocié. L'opinion publique irakienne partage certains des buts de l'administration américaine. Les sondés réclament à la majorité relative un régime démocratique et souhaitent à plus de 55% un État unitaire centralisé avec Bagdad pour capitale. Un pan croissant de la minorité arabe sunnite estime enfin que la brutalité des moyens employés par le mouvement insurrectionnel – le terrorisme indiscriminé – sape *ipso facto* la légitimité des fins poursuivies.

Plan socio-économique

Enfin au plan socio-économique. Le président Bush s'est engagé dans son discours du 10 janvier à articuler les besoins socio-économiques à court, moyen et long termes, en satisfaisant les besoins immédiats, en finançant des projets à moyen terme et en développant des capacités à long terme. Le programme du département d'État pour la reconstruction et le développement économique prévoit plus de 400 millions de dollars pour redynamiser le programme des unités civilo-militaires (les *Provincial Reconstruction Teams* passent de 10 à 20), 400 millions pour créer un fonds de réaction rapide et 350 millions pour renforcer le *Commander's Emergency Response Program* (CERP). Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon a réaffirmé son engagement à renforcer le rôle joué par les Nations Unies dans la reconstruction de l'Irak à l'occasion d'une visite surprise à Bagdad le 22 mars.

S'il est prématuré d'évoquer un "printemps irakien", les perspectives de succès relatifs existent. Le bilan nuancé des situations militaire, sécuritaire, politique, diplomatique, sociale et économique autorise un optimisme prudent. Certes, la politique intérieure contraint de plus en plus la formulation de la politique irakienne de l'administration Bush. La conduite de l'intervention militaire est compliquée par les dynamiques polarisantes que génère la campagne des primaires pour l'élection présidentielle de 2008. La Chambre des représentants puis le Sénat ont voté les dépenses militaires en fixant le calendrier du retrait des troupes américaines d'Irak.

Mais le président Bush conserve une marge de manœuvre. Il reste l'ultime décideur en tant que commandeur-en-chef. Il est mu par une logique de legs historique qui le rend désormais moins sensible à la conjoncture de l'opinion. Il instrumentalise la contestation du Congrès afin de contraindre le gouvernement irakien à agir. Les candidats à l'élection présidentielle qui se positionnent d'emblée dans la perspective de l'après-primaire du fait de leur popularité ont intérêt à restaurer le consensus bipartisan en matière de politique irakienne afin de mobiliser le soutien du centre et des indépendants. Les positions des sénateurs Edwards, Obama et Clinton sur le retrait des troupes restent ainsi assez proches de celle du président.

Surtout, l'administration républicaine a finalement pris conscience de ce que la solution du problème irakien est politique. Contrairement à ce qu'avancent ses critiques, l'escalade militaire en cours n'est rien d'autre qu'une tactique ayant vocation à créer militairement les conditions sécuritaires et psychologiques d'une solution politique qu'étayera le progrès socio-économique. Cloisonner de façon étanche le militaire et le politique est un artifice rhétorique. Et l'inflexion réaliste pragmatique de la posture diplomatique de l'administration ouvre le champ des possibles. En avril 2007, dialogue avec l'Armée du Mahdi, certains groupes insurrectionnels arabes sunnites, l'Iran et la Syrie apparaît moins improbable qu'en décembre 2006.